

# L'Initiative riz est-elle la solution à la crise alimentaire au Mali?

► Par *Ibrahima Labass Keita*, du journal *Le Scorpion*, Bamako

**Que vaut cette Initiative riz ? Telle est la grande question qui se pose au Mali, au sortir de l'hivernage 2008. L'Initiative riz, qui est fondée sur la volonté politique des autorités actuelles, vise à faire de ce pays une « puissance agricole » et de le porter au rang de « pays émergent ». Cependant, cette volonté pose problème, dans la mesure où le riz est loin d'être l'aliment de base des Maliens.**

*Ibrahima Labass Keita*

est titulaire de maîtrises en philosophie et sociologie des Universités maliennes ainsi que d'un DESS en droit de la presse obtenu à la Faculté de Droit de l'université de Montréal (Canada). Il exerce en tant que journaliste, au Mali, depuis 1991 et dirige actuellement le journal *Le Scorpion*, où ses domaines de prédilection sont l'agriculture, l'élevage, l'économie, la politique et la micro-finance.



© D.J. Clark / Panos Pictures

Moisson de riz dans le district de Gao.

En adoptant l'Initiative riz, quelques semaines après ses prises de fonction à la primature et à la veille de la campagne agricole 2008-2009, le Premier ministre Modibo Sidibé entendait apporter ce qu'il appelait lui-même « *une réponse structurelle à la crise céréalière généralisée sévissant à travers le monde afin de mettre les Maliens à l'abri des soubresauts des marchés internationaux en réalisant l'autosuffisance alimentaire du pays en riz dès cette campagne 2008-2009* ». <sup>(1)</sup> Une subvention de plus de 10 milliards de francs CFA (plus de 15 millions d'euros) et un préfinancement des équipements pour environ 700 millions de francs CFA (plus d'un million d'euros) ont été accordés par l'État, sur un coût global de l'opéra-

tion estimé à 42 milliards de francs CFA (plus de 64 millions d'euros).

Pour le financement du plan d'opération de l'initiative en question, le gouvernement a engagé une subvention pour l'achat des engrais (92 098 tonnes) et des semences (30 354 tonnes). L'appui conseil a nécessité l'achat de 200 motos et le recrutement de ce qui est appelé 102 agents de base. La subvention a été utilisée à travers les banques et les caisses d'épargne du Système financier décentralisé (SFD), dont le chef de file est la BNDA (la Banque nationale de développement agricole). L'objectif de production du plan d'opération de l'Initiative riz est de 1,6 million de tonnes

de paddy, soit un million de tonnes de riz marchand. Cette production est censée couvrir les besoins de consommation interne et dégager un excédent de cent mille tonnes de riz marchand.

### De l'idéal à la réalité

Tout cela paraît bien idéal, car la réalité du terrain est tout autre. Les subventions de l'État n'ont visé directement que le riz. Le coton, qui est une culture de rente, créatrice de valeur ajoutée, a été laissé en souffrance sans soutien du gouvernement. Les autres céréales que sont, entre autres, le mil, le maïs, le sorgho et le millet n'ont pas été touchées par l'action de l'État. Et, pourtant, il est établi que la céréale de base du Mali, qui n'est autre que le mil, est consommée dans la plupart des villages.

Le riz est consommé par la majorité des populations des grandes villes, qui représentent 30 % des Maliens. Pour toucher la majorité du peuple, le gouvernement ne devrait-il pas plutôt orienter sa politique de sécurité alimentaire vers une initiative mil ou une initiative céréales ?

Les Maliens peuvent certes se frotter les mains d'avoir réalisé des récoltes exceptionnelles, cette année, dues surtout à la bonne pluviométrie et à la mobilisation des paysans. Cependant, deux dangers majeurs risquent de mettre tout en cause si des mesures ne sont pas prises à temps. Il s'agit de la spéculation alimentaire et de l'exportation anarchique des céréales. Dans un passé récent, le gouvernement s'était engagé à lutter contre la spéculation.

Ces efforts ont été vains, puisque beaucoup de commerçants n'en ont eu cure et ont poursuivi, impunément, leurs pratiques malsaines consistant à acheter, à grande échelle, les céréales produites par les paysans, pour ensuite les stocker dans des magasins, provoquant une pénurie, avec comme conséquence la montée du prix des céréales. Nombreux sont les observateurs qui doutent de la détermination réelle des autorités à combattre efficacement la spéculation. Par ailleurs, le Mali dispose de frontières poreuses qui ne permettent pas de limiter l'exportation anarchique des céréales.

### Politiques agricoles et régulation commerciale

Au-delà de l'Initiative riz, le Mali a besoin d'une bonne politique agricole mettant le foncier en adéquation avec les exigences du développement et avec la modernisation de l'agriculture familiale. Il a besoin aussi de former les agriculteurs ruraux en vue d'améliorer la productivité de la terre et du travail.

Des efforts doivent être faits pour rendre faciles l'acquisition des équipements agricoles et l'accès aux intrants de qualité en les cédant à un coût supportable aux paysans. Il faut aussi des mesures visant à protéger la production locale pour que cette dernière ne soit pas à la merci des produits subventionnés importés d'ailleurs.

En attendant, l'État malien a estimé la valeur potentielle de l'Initiative riz à 300 milliards de francs CFA (environ 450 mil-

lions d'euros), à raison de 300 FCFA le kilogramme de riz marchand. L'opération, selon ses calculs, devra avoir des impacts positifs sur le producteur, le consommateur et l'économie nationale. Mais tout compte fait, cette initiative ne peut pas être la solution définitive à la crise alimentaire endémique du Mali tant que les actions des décideurs ne visent pas la mise en place d'un meilleur mécanisme de commercialisation des productions céréalières et tant que la politique agricole ne met pas l'accent sur la production du mil, du maïs, du blé, du sorgho, du millet, etc. ■

(1) Extrait du « Plan d'opération de l'Initiative riz », campagne 2008-2009, édité par la Primature, le cabinet du Premier ministre malien.

### Web

Lire le dossier :  
« Le riz, une denrée en or »,  
dans Dajaloo n° 9  
avril 2008,  
[www.sosfaim.org](http://www.sosfaim.org)

## Le mythe du Mali exportateur de riz

**Cheibane Coulibaly, professeur à l'Université Mande Bukari, à Bamako, a participé à l'élaboration de l'Initiative riz. Il défend ce projet controversé :**

« Pour comprendre la logique de l'Initiative riz, il faut partir du fait que l'urbanisation augmente au Mali. Depuis peu, l'on estime que plus de 30% des Maliens habitent en ville, dans des quartiers de plus en plus pauvres, de plus en plus sensibles. Evidemment, les politiciens essayent de satisfaire rapidement les besoins de consommateurs urbains. Quand la crise alimentaire s'est profilée, la plupart des régimes d'Afrique de l'Ouest ont focalisé sur le riz. Le Mali a été des premiers pays à mettre au point un programme riz. Les rumeurs qui annonçaient l'arrêt des expor-

tations thaïlandaises et asiatiques poussaient le Premier ministre à prendre une initiative. Il a estimé à juste titre que le Mali a la capacité, sur le court terme, d'augmenter sa production nationale. Je ne crois pas que cette initiative du Premier ministre signifie un abandon des céréales locales, comme le mil, afin de pousser les Maliens vers le riz. Mais je pense que c'est l'augmentation des populations citadines qui est la raison principale de l'Initiative riz. L'autre raison réside aussi dans la possibilité d'exporter. Les Maliens croient qu'ils peuvent gagner de l'argent en exportant du



© Pierre Coopman/SOS Faim

Cheibane Coulibaly.

riz. Est-ce la réalité ou un rêve ? Personnellement, je crois que c'est un mythe. Je suis néanmoins intervenu dans l'Initiative riz pour plaider la cause des producteurs maliens, afin qu'ils profitent vraiment de la conjoncture et que les consommateurs disposent de riz à un prix abordable. C'est pour cela que j'ai plaidé en faveur d'une meilleure capacité de régulation de l'Opam, l'Office des produits agricoles du Mali. »

Propos recueillis par  
Pierre Coopman